



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Troisième Trimestre 2016

Décembre-2016

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	6
1.3. Prix des matières premières et inflation	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur	14
2.2.2. Balance des paiements	15
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change	16
2.3. Finances publiques	17
2.4. Secteur monétaire	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	19
2.4.2. Base monétaire	21
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties	23
2.4.4. Politique monétaire	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.2. Qualité du portefeuille	27
2.5.3. Adéquation du capital	29
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	31
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	31
ANNEXES	33

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté de l’Afrique de l’Est
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des pays producteurs du pétrole
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d’Electricité
ROA	: Return On Assets (Rendement des actifs)
ROE	: Return On Equity (Rendement des fonds propres)
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie à un rythme modéré. Cependant, cette évolution a été amplifiée par l'incertitude créée par la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. La faible reprise est observée aussi bien dans les principaux pays avancés que dans les pays émergents. Les prix ont augmenté dans l'ensemble des pays avancés et émergents mais à un rythme modéré qu'au deuxième trimestre 2016 suite principalement à la remontée des prix des matières premières. Le commerce mondial baisserait en 2016 en liaison avec le ralentissement de la croissance des économies émergentes, notamment la Chine et le Brésil.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait se contracter en 2016, suite à la diminution des recettes d'exportations, aux aléas climatiques et à l'insécurité qui prévaut dans certains pays.

Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'activité économique s'améliorerait en 2016 et serait soutenue notamment par l'évolution favorable des cours des produits pétroliers, les investissements publics, le regain du tourisme et les politiques monétaires accommodantes.

Au niveau national, l'activité économique a globalement progressé dans les secteurs secondaires et tertiaires tirée principalement par l'industrie alimentaire et l'activité au port et à l'aéroport de Bujumbura. Le secteur primaire a été caractérisé par une diminution de la production du café et une baisse de la production du thé. L'inflation a augmenté d'un trimestre à l'autre en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires.

Dans le secteur extérieur, les échanges commerciaux ont été marqués par l'augmentation des importations, la diminution des exportations et une aggravation du déficit de la balance commerciale. Les réserves de changes officielles ont diminué à la fin du troisième trimestre 2016 et couvrent 1,3 contre 1,4 mois d'importations au deuxième trimestre 2016.

Au niveau des finances publiques, les dépenses ont été plus importantes que les recettes au troisième trimestre 2016. Il en a résulté un accroissement du déficit budgétaire qui a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, la Banque Centrale a poursuivi au cours du troisième trimestre 2016 une politique monétaire accommodante en maintenant les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en septembre 2015. Elle a aussi augmenté le volume des apports de liquidité et a maintenu le taux de refinancement des crédits café à 3%.

A fin septembre 2016, l'activité bancaire s'est améliorée par l'augmentation des dépôts et du portefeuille crédit. Les indicateurs de la stabilité financière montrent que le secteur bancaire est suffisamment capitalisé et rentable. Toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie à un rythme modéré en liaison avec l'incertitude économique créée par le Référendum de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est accélérée au troisième trimestre 2016 (0,7 contre 0,4% au deuxième trimestre) en liaison notamment avec la progression du commerce extérieur et des dépenses de consommation soutenues par la baisse du chômage et la relance du crédit.

Dans la Zone euro, la croissance économique s'est maintenue à 0,3% et a été soutenue par la hausse de la demande intérieure liée au dynamisme du marché de l'emploi. L'activité économique s'est accrue au Japon (0,5 contre 0,2% le trimestre précédent), tirée par la hausse de la consommation des ménages et des exportations.

La croissance s'est également redressée dans plusieurs économies émergentes suite à la remontée des prix des matières premières. En Chine, la croissance du PIB s'est ralentie au troisième trimestre (1,8 contre 1,9%). Toutefois, cette croissance reste solide et a été tirée par l'investissement public.

Tableau 1: Croissance économique des principaux pays avancés

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	2ème trim. 2016	3ème trim. 2016	3ème trim. 2015	3ème trim. 2016
Total-OCDE	0,3	0,6	1,6	1,7
Etats-Unis	0,4	0,7	1,3	1,5
Zone Euro	0,3	0,3	1,6	1,6
Japon	0,2	0,5	0,7	0,8
Royaume-Uni	0,7	0,5	2,1	2,3
Chine	1,9	1,8	6,7	6,7

Source : OCDE, Statistiques novembre 2016

Pour toute l'année 2016, les prévisions¹ de croissance ont été revues à la baisse (3,1 contre 3,2%) en liaison avec la croissance américaine du deuxième trimestre plus lente que prévue et l'incertitude économique créée par la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

En Afrique subsaharienne, les projections de croissance ont été révisées à la baisse (1,4 contre 1,8% initialement prévu) suite à la diminution des recettes d'exportations liées aux faibles cours des produits de base, aux perturbations climatiques et à l'insécurité dans certains pays.

1.2. Commerce mondial

Au troisième trimestre 2016, le commerce mondial a ralenti. En effet, le nouvel indicateur de la tendance du commerce mondial (WTOI)² de l'OMC, établi depuis mai 2016 a baissé de 1%, s'établissant à 99,0 contre une base de 100.

Concernant les prévisions annuelles, le commerce mondial progresserait plus lentement que prévu en 2016, la croissance serait de 1,7 contre 2,8% initialement prévu. Ce ralentissement est lié à la baisse du volume des échanges des marchandises au premier semestre 2016.

Tableau 2 : Croissance du commerce mondial

	2015	2016
Commerce mondial des marchandises	2,7	1,7
Exportations		
Economies développés	2,8	2,1
Economies en développement et émergentes	3,2	1,2
Importations		
Economies développés	4,6	2,6
Economies en développement et émergentes	1,1	0,4

Source : OMC, novembre 2016

¹ FMI, Perspectives économiques mondiales, octobre 2016

² World Trade Outlook Indicator : (WWW/WTO.org)

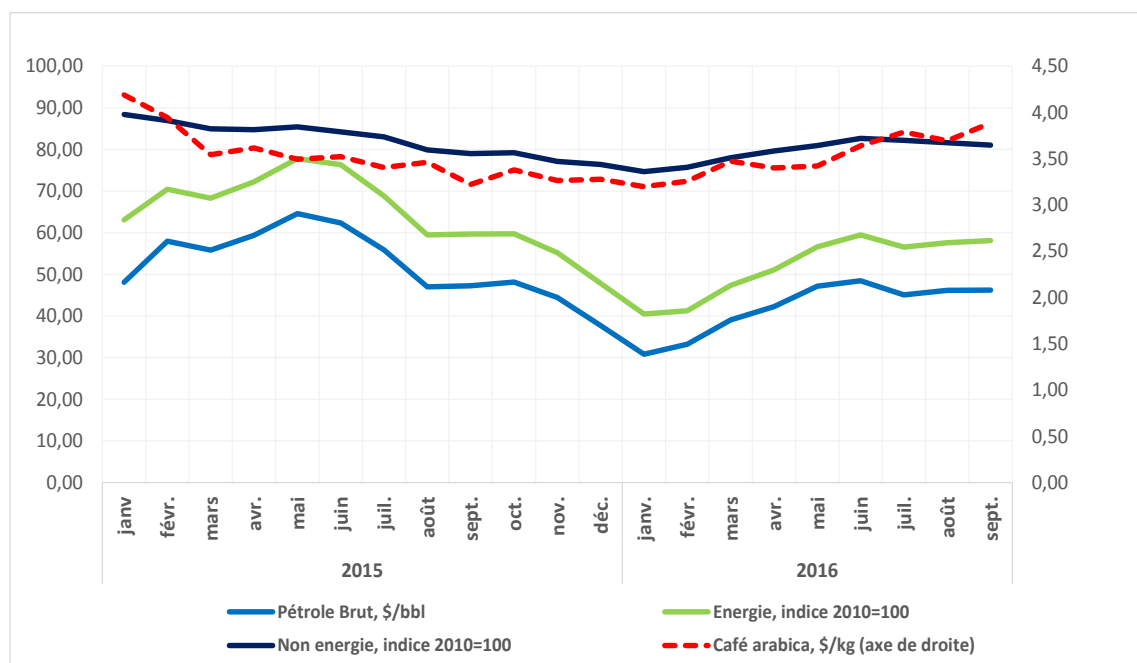
1.3. Prix des matières premières et inflation

Les cours du pétrole brut, qui étaient bas en début d'année, ont repris la hausse au troisième trimestre 2016, passant de 45,07\$/bbl en juillet à 46,19 au mois de septembre 2016. Les prix du café ont également évolué à la hausse, atteignant 3,94 USD/kg au mois de septembre contre 3,79 au mois de juillet 2016. En moyenne trimestrielle, les prix du pétrole et du café ont progressé respectivement de 1,8 et 9,7% par rapport au trimestre précédent.

L'indice des prix de l'énergie est passé de 56,56 au mois de juillet à 63,65 au mois de septembre 2016 et de 82,16 à 80,79 pour les matières premières non énergétiques. D'un trimestre à l'autre, cet indice a augmenté de 3,1 points de pourcentage pour l'énergie et 0,7 pour les non-énergétiques.

En perspective, les prix du pétrole pourraient augmenter en raison de la limitation de la production par l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP). Les prix des autres matières premières augmenteraient également.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: World Bank, commodity prices, November 2016

Par rapport au troisième trimestre 2015, l'inflation a augmenté dans l'ensemble des pays avancés (0,98 contre 0,51%), suite à la hausse des cours des matières premières. Comparé au trimestre précédent, l'inflation a, par contre, baissé dans plusieurs pays avancés (0,28 contre 0,83%).

Tableau 3: Inflation dans les principaux pays avancés

	Glissement annuel		Glissement trimestriel	
	3ème trim. 2015	3ème trim. 2016	2ème trim. 2016	3ème trim. 2016
Chine	1,73	1,67	2,07	0,27
Etats-Unis	0,11	1,12	1,05	0,33
Japon	0,13	-0,50	-0,33	-0,23
Zone Euro	0,09	0,27	-0,09	-0,14
Total-OCDE	0,51	0,98	0,83	0,28

Source : www.OECD.Stat

En 2016, l'inflation pourrait s'établir à 0,8 contre 0,3% dans les pays avancés et à 4,5 contre 4,7% en 2015 dans les pays émergents suite principalement à la hausse des prix des matières premières.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Le faible niveau d'inflation et l'incertitude entourant la reprise de l'activité économique mondiale combiné avec la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne (BREXIT) ont poussé les banques centrales des principaux pays avancés à poursuivre des politiques monétaires d'assouplissement quantitatif en vue de relancer l'activité économique et de ramener le taux d'inflation autour de l'objectif de 2%.

Aux Etats Unis, la Réserve Fédérale a reconduit les taux d'intérêt des Fonds fédéraux dans une fourchette de 0,25% et 0,50%. Dans la Zone euro, la BCE a maintenu sa politique monétaire, en gardant l'échéance du programme de rachats d'actifs et les taux d'intérêts, qui sont restés , respectivement à 0,0%, 0,25% et -0,40% pour le taux de refinancement, le taux de facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt.

Au Japon, la banque centrale a poursuivi la même politique monétaire d'assouplissement quantitatif en appliquant un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur la facilité de dépôt et en reconduisant son programme de rachat d'actifs financiers.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE

Les pays de la CAE ont enregistré de bonnes performances à l'exception du Burundi dont la croissance économique s'est contractée de 3,9% en 2015. Les projections indiquent une amélioration de l'activité économique pour tous les pays y compris le Burundi dont la croissance projetée remonterait à 0,9 % en 2016.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CAE

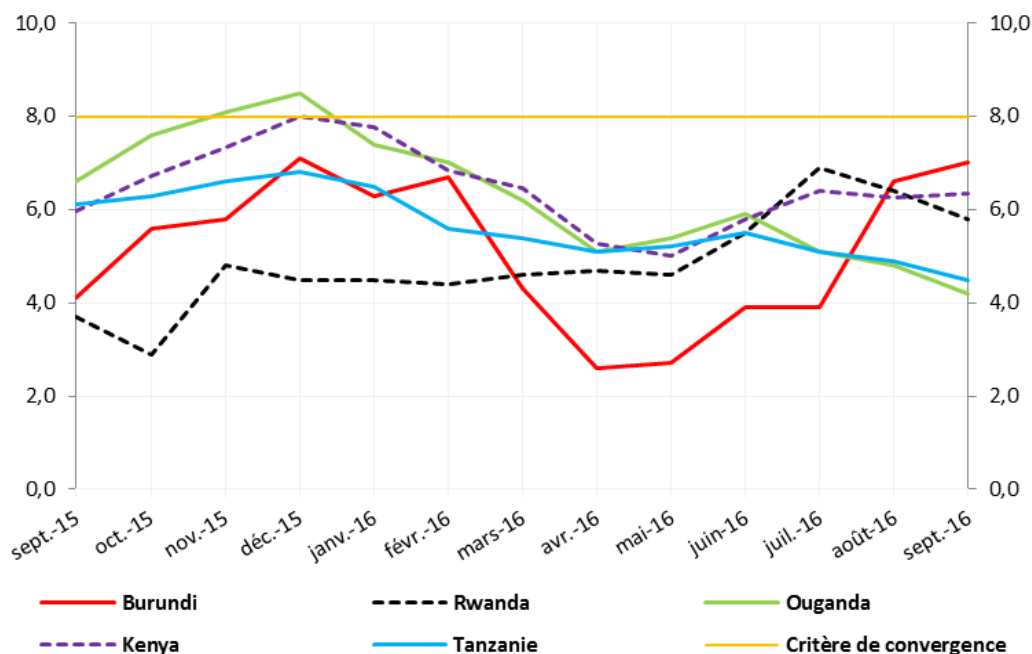
	2014	2015	2016 (proj.)
Burundi*	4,5	-3,9	0,9
Rwanda	7,0	6,9	6,0
Ouganda	4,0	4,8	4,9
Kenya	5,7	5,6	6,0
Tanzanie	7,3	7,0	7,2
AFSS	5,2	3,5	2,0

Source : FMI, Perspectives économiques régionales, AFSS, octobre 2016

*Cadrage macroéconomique du Burundi, novembre 2016

Ces performances sont attribuables à l'évolution favorable des cours des produits pétroliers, aux investissements publics, à l'amélioration du tourisme et aux effets des politiques monétaires accommodantes. Malgré l'augmentation des prix des produits alimentaires dans certains pays suite aux mauvaises conditions climatiques, l'inflation est globalement restée modérée dans tous les pays de la Communauté en raison notamment de la stabilité des taux de change par rapport au dollar américain.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CAE

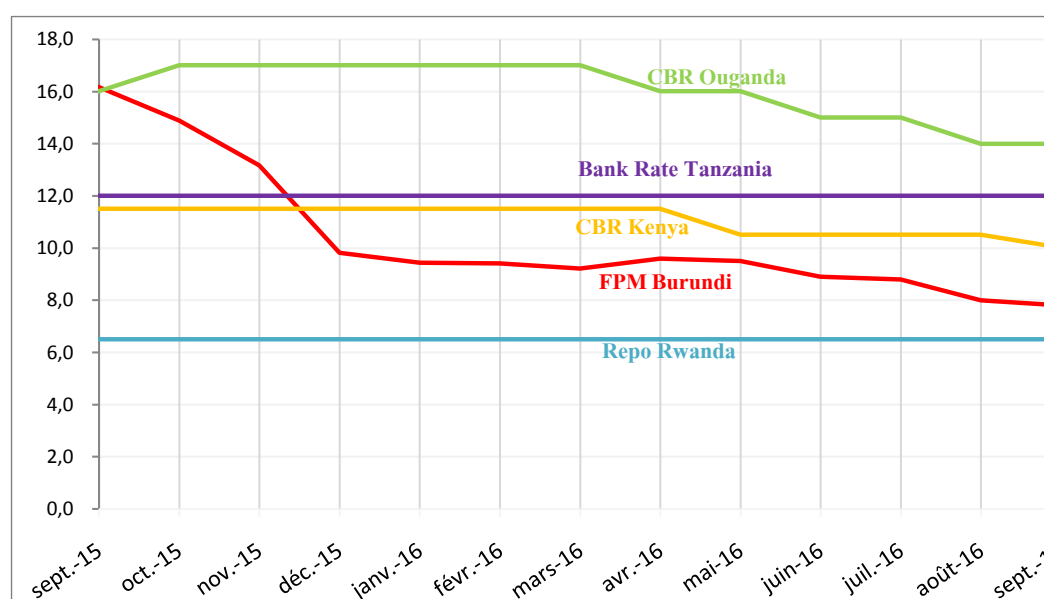


Source : Sites des banques centrales de la CAE

Le niveau d'inflation relativement bas a permis aux banques centrales de se focaliser sur la stimulation de la croissance économique.

Ainsi, entre juin et septembre 2016, les banques centrales du Kenya et de l'Ouganda ont diminué leurs taux directeurs, revenant respectivement de 10,5 à 10,0% et de 15,0 à 14,0%. La Banque Nationale du Rwanda et la Banque de Tanzanie ont maintenu leurs taux à 6,5 et 12% respectivement. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) a baissé, revenant de 8,9 à 7,8%.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales de la CAE

Les monnaies des pays de la CAE se sont globalement stabilisées au cours du troisième trimestre 2016. Cette stabilité est liée aux interventions des banques centrales sur le marché des changes et à la diminution des pressions sur les réserves de change suite aux faibles coûts d'importation des produits pétroliers.

En effet, de fin juin à fin septembre 2016, les Shillings ougandais et tanzanien ont subi de modestes appréciations de 0,5 et 0,2% respectivement pendant que le Shilling kenyan s'est légèrement déprécié de 0,2%, le Franc Burundi de 1,2% et le Franc rwandais de 3,4%.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CAE (fin de période)

	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KES
sept-15	1582,05	730,54	3695,30	2150,00	105,29
juin-16	1653,01	783,26	3404,86	2178,86	101,10
Sept-16	1672,64	810,23	3388,56	2175,30	101,26
Variation sept-16/sept-15	5,7%	10,9%	-8,3%	1,2%	-3,8%
Variation sept-16/juin-16	1,2%	3,4%	-0,5%	-0,2%	0,2%

Source : Sites web des banques centrales

D'une année à l'autre, les Shillings ougandais et kenyan se sont appréciés pendant que le Shilling tanzanien s'est stabilisé. Le Franc Burundi et le Franc Rwandais se sont dépréciés de 5,7 et 10,9% respectivement.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

Le troisième trimestre de l'année 2016 a été marqué par une baisse de la production exportable du secteur primaire, une amélioration de la balance courante, une aggravation du déficit budgétaire et une baisse de la liquidité bancaire.

2.1. Production et prix

Au troisième trimestre 2016, les principales productions des produits exportables du secteur primaire ont baissé par rapport au même trimestre de 2015. En effet, la quantité du café parche produite a chuté de 14.518 T, revenant de 20.180 T à 5.661 T et celle du thé sec produit a baissé de 2.465 T, soit 4.369 contre 6.834 T.

Comparé au troisième trimestre 2015, l'indice de la production industrielle a baissé de 0,9%, revenant de 180,1 à 178,5 en liaison avec la baisse de la production des industries chimiques (-5,6%) et des matériaux de constructions (-94,9%). Par rapport au trimestre précédent, l'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 47,9%, s'établissant à 178,5 contre 120,6 sous l'effet de l'augmentation de la production dans la branche des industries alimentaires (+56,1%).

L'énergie électrique produite par la REGIDESO a augmenté de 5,8% par rapport au même trimestre de 2015, passant de 39.439 à 41.735 MW. Par rapport au trimestre précédent, la production a fléchi de 6,1%.

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue, les entrées et sorties de marchandises ayant progressé de 86,5% par rapport au même trimestre de 2015 et de 53,5% par rapport au trimestre précédent. L'activité à l'aéroport international de Bujumbura à travers le nombre de passagers a augmenté de 4,9% tandis que le trafic des aéronefs a reculé de 18,1% par rapport à la même période de l'année 2015. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers a augmenté de 7,1% et celui des aéronefs s'est accru de 0,1%.

Le taux de croissance du PIB attendu pour toute l'année 2016 est estimé à 0,9 contre -3,9% en 2015, en liaison avec la reprise dans les secteurs secondaire (7,4 contre -14,1%) et tertiaire (3,2 contre 1,5%).

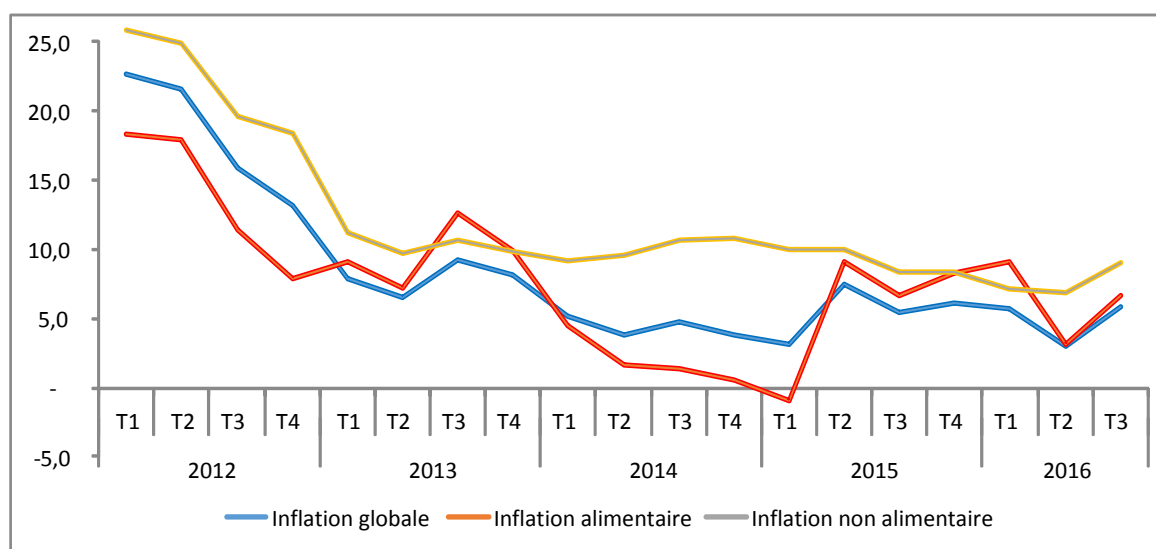
Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation

	2013	2014	2015	2016
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,5	-3,9	0,9
Secteur primaire	8,4	3,7	-3,6	-5,1
Secteur secondaire	2,4	7,4	-14,1	7,4
Secteur tertiaire	2,8	4,7	1,5	3,2
2. Inflation	7,9	4,4	5,6	7,5

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, novembre 2016

Au cours du troisième trimestre 2016, l'inflation a augmenté, passant de 3,0 à 5,8% en moyenne d'un trimestre à l'autre, en rapport avec la hausse de l'inflation alimentaire (6,8 contre 3,1%) et non alimentaire (5,2 contre 3,0%). De même, en glissement annuel, le taux d'inflation s'est accru, passant de 5,4 à 5,8%.

Graphique 4 : Inflation par principales composantes



Source : ISTEERBU

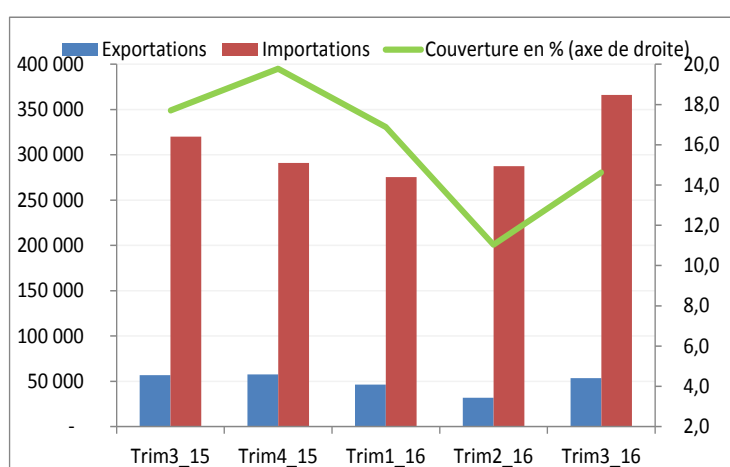
Les prévisions annuelles de 2016 montrent que l'inflation pourrait s'établir à 7,5 contre 5,6% de l'année précédente en raison d'une baisse attendue de la production vivrière et de la dépréciation du BIF.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Comparés au troisième trimestre 2015, les échanges commerciaux du troisième trimestre 2016 ont été marqués par une augmentation des importations (+78.720 MBIF) et une diminution des exportations (-21.841,3 MBIF), ce qui a aggravé le déficit de la balance commerciale (-312.552 contre -149.720 MBIF), les exportations ne couvrant que 14,6% des importations, contre 17,7%.

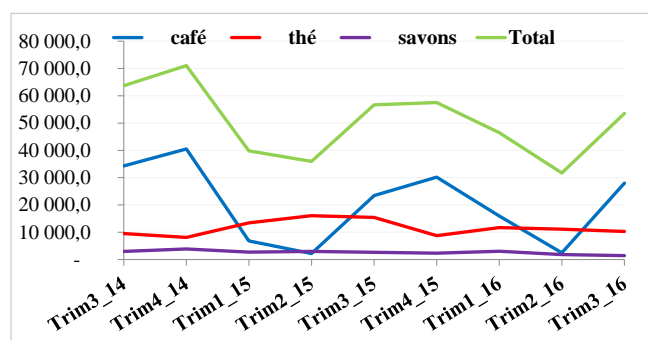
Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)



Source : BRB

La diminution des exportations est essentiellement due, à la fois, à la baisse des exportations des produits primaires (-2.303,8 MBIF) et des produits manufacturés (-804,4 MBIF). La diminution des produits primaires a porté sur le thé (-5.136 MBIF) et les peaux brutes (-1.932 MBIF). La diminution des exportations des produits manufacturés a porté sur les savons (-1.191,5 MBIF), les cigarettes (-839,4 MBIF) et les bières (-649,7 MBIF). En revanche, les exportations se sont accrues (+21.841,3 MBIF) par rapport au trimestre précédent, en liaison avec les exportations de café de la campagne 2016-2017.

Graphique 6: Principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

Par rapport au trimestre précédent, l'augmentation des importations a concerné toutes les branches. Les biens de production ont augmenté de 29,5% (+37.641 MBIF), les biens d'équipement de 30,4% (+14.408 MBIF) et les biens de consommation de 23,7% (+26.670 MBIF). Par rapport au même trimestre de 2015, les importations se sont accrues de 14,4% (+46.102,8 MBIF), en raison de l'augmentation des importations des biens d'équipement de 53,7% (+21.579,3 MBIF) et des biens de consommation de 21% (+24.187,3 MBIF).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du deuxième trimestre 2016 s'est soldée par un besoin de financement (soldes du compte courant et de capital) inférieur à celui de la même période de 2015 (-199.919,8 contre -213.320,7 MBIF), suite à la diminution du déficit du compte courant (-216.644,9 contre -227.644,9 MBIF) et à l'augmentation de l'excédent du compte de capital (16.725,1 contre 13.797,8 MBIF). L'amélioration du compte courant est principalement due à l'augmentation de l'excédent du solde des revenus secondaires (86.680,9 contre 71.151,9 MBIF). En revanche, l'excédent du compte financier a diminué (1.947,6 contre 9.528,0 MBIF) suite principalement à la baisse des engagements extérieurs (1.946,2 contre 9.677,3 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

Par rapport à fin juin 2016, les avoirs extérieurs ont diminué de 13,8%, revenant de 198,1 à 170,88 MUSD au troisième trimestre 2016. En glissement annuel, ils ont diminué de 40,20%, revenant de 285,72 à 170,88 MUSD.

Tableau 7 : Evolution des avoirs extérieurs bruts (en MUSD)

	Fin de période			Variation	
	sept-15	juin-16	sept-16	Trimestrielle	Annuelle
1. BRB	172,60	99,60	93,38	-6,24%	-45,90%
- dont réserves officielles	172,38	98,92	91,37	-7,63%	-47,00%
2. Banques commerciales	113,13	98,54	77,50	-21,35%	-31,49%
Total	285,73	198,14	170,88	-13,76%	-40,20%

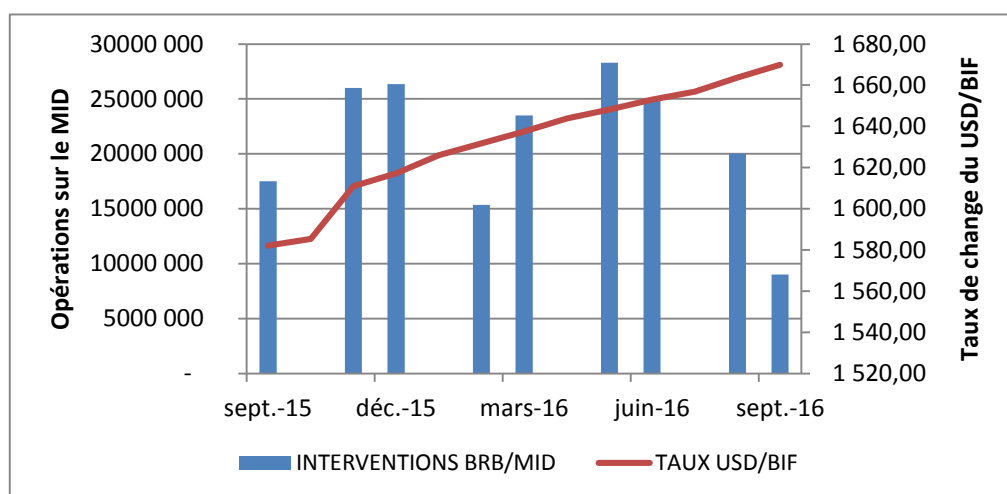
Par rapport à fin septembre 2015, les avoirs extérieurs de la BRB ont diminué de 45,9%, s'établissant à 99,60 contre 172,60 à MUSD et ceux des banques commerciales ont baissé 31,5%, revenant de 113,13 à 77,50 MUSD.

Les réserves officielles ont diminué de 7,6% par rapport au trimestre précédent, se situant à 91,37 contre 98,92 MUSD, soit une couverture de 1,3 contre 1,4 mois d'importations au deuxième trimestre 2016.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change

Au cours du troisième trimestre 2016, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 29,0 contre 37,5 MUSD à la même période de l'année 2015 et 53,30 MUSD au trimestre précédent.

Graphique 7 : Transactions sur le MID et le taux de change du USD/BIF



Source: BRB

Concernant les transactions interbancaires en devises, aucune opération n'a été effectuée au troisième et au deuxième trimestre 2016.

D'un trimestre à l'autre, le taux de change moyen trimestriel du dollar américain contre le franc Burundi est passé de 1.648,34 à 1.663,53, soit une dépréciation de 0,9%.

2.3. Finances publiques

Au cours du troisième trimestre 2016, les finances publiques ont été marquées par les dépenses plus importantes que les recettes publiques. Le déficit budgétaire, qui en a résulté, a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Tableau 8 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2015			2016		
	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
A. RECETTES ET DONS	133 298,6	157 756,9	189 975,6	170 959,2	185 471,0	188 473,3
a. Recettes	115 554,2	143 678,4	160 299,1	149 794,9	155 832,4	170 270,0
Recettes courantes	115 502,7	143 678,4	158 653,0	149 794,9	155 832,4	170 148,9
Recettes exceptionnelles	51,5	-	1 646,1	-	-	121,2
b. Dons	17 744,5	14 078,5	29 676,5	21 164,3	29 638,6	18 203,3
courants	-	-	-	-	-	-
en capital	17 744,5	14 078,5	29 676,5	21 164,3	29 638,6	18 203,3
B. DEPENSES	237 115,0	210 148,4	270 208,8	225 044,1	262 527,7	252 870,6
a. Dépenses courantes	188 842,1	175 761,9	217 090,3	172 933,1	212 465,1	210 122,7
Salaires	72 043,1	83 325,3	83 259,2	83 700,0	87 500,0	101 166,1
b. Dépenses en capital	48 273,0	34 386,5	53 118,5	52 111,0	50 062,6	42 747,9
Sur ressources nationales	22 353,6	19 390,1	20 629,2	9 428,9	17 689,4	24 247,3
Sur prêts et dons extérieurs	25 919,4	14 996,4	32 489,4	42 682,1	32 373,2	18 500,6
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagement)	-103 816,4	-52 391,5	-80 233,2	-54 084,9	-77056,68	-64397,30
C. FINANCEMENT	103 816,4	52 391,5	80 233,2	54 084,9	77 056,7	64 397,3
1. Financement extérieur net	-192,5	-2 314,8	1 686,6	20 120,3	2 455,4	-608,4
2. Financement intérieur net	174 807,9	119 323,5	153 411,3	47 572,7	68 605,5	54 545,2
D. Erreurs et omission	-70 799,0	-64 617,2	-74 864,7	-13 608,1	5 995,8	10 460,5

Source : MFBP

Comparées à la même période de 2015, les recettes se sont accrues de 18,5%, passant de 143.678,4 à 170.270,0 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, les recettes fiscales ont augmenté de 9,3 %, passant de 155.832,4 à 170.270,0 MBIF.

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les dons en capital se sont accrus de 29,3%, se situant à 18.203,3 contre 14.078,5 MBIF, alors qu'ils ont baissé de 38,6% par rapport au trimestre précédent. S'agissant des dons courants, aucun appui budgétaire n'a été encaissé.

Comparées à la même période de 2015, les dépenses publiques se sont accrues de 20,3%, s'établissant à 252.870,6 MBIF. Cet accroissement a concerné aussi bien les dépenses courantes (+19,5%) que les dépenses d'investissement (+24,3%). Par rapport au trimestre précédent, les dépenses ont baissé de 3,7%, en liaison avec la baisse des dépenses courantes (210.122,7 contre 212.465,1 MBIF) et des dépenses en capital (42.747,9 contre 50.062,1 MBIF, soit -14,6%).

En glissement annuel, le déficit budgétaire à fin septembre 2016 s'est aggravé (64.397,3 contre 52.391,5MBIF), et a été principalement financé par l'endettement intérieur.

La dette publique s'est accrue de 24,1%, passant de 1.579,9 à 1.960,7 Mds de BIF à fin septembre 2016. Par rapport à fin juin 2016, la dette publique a augmenté de 2,6% et représente 44,0 % du PIB.

La dette intérieure représente 62,1% de la dette publique totale, et est constituée principalement de la dette envers les banques commerciales sous formes des titres du Trésor (421.759,5 MBIF) et de la dette envers la Banque Centrale (644.432,0 MBIF). La dette extérieure représente 37,9% de la dette publique totale, et est constituée de la dette multilatérale (77,0%), bilatérale (13,4%) et des autres créanciers (9,5%).

2.4. Secteur monétaire

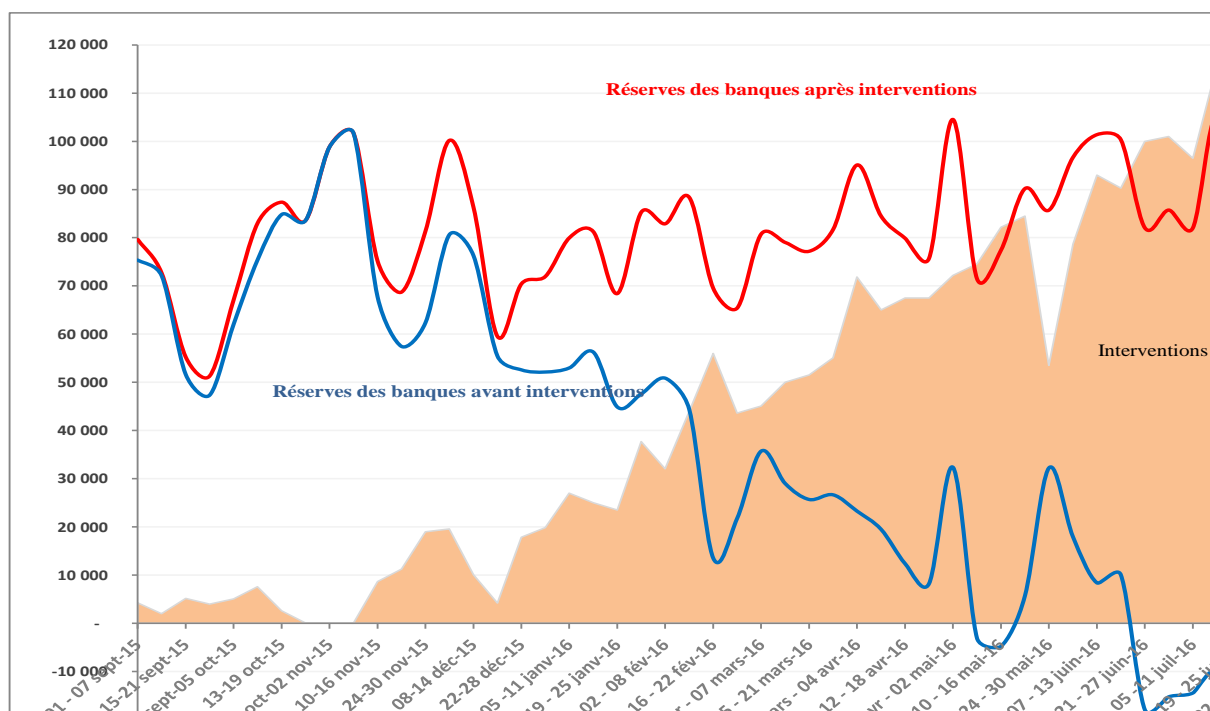
2.4.1. Réserves des banques³ et taux d'intérêts

Déduites des interventions de la BRB, les réserves des banques au troisième trimestre 2016 ont baissé, s'établissant à -21.096 MBIF en moyenne hebdomadaire, contre 11.061 MBIF au deuxième trimestre 2016 et 49.628 MBIF à la même période de 2015.

Suite à cette baisse de la liquidité, la BRB a augmenté le volume des apports de liquidité. Ainsi, un montant de 109.830 MBIF en moyenne hebdomadaire a été injecté au troisième trimestre 2016 contre 78.563 MBIF au deuxième trimestre 2016 et 8.980 MBIF à la même période de 2015.

³ Les réserves des banques correspondent aux dépôts des banques commerciales à la Banque Centrale déduction faite des interventions de celle-ci.

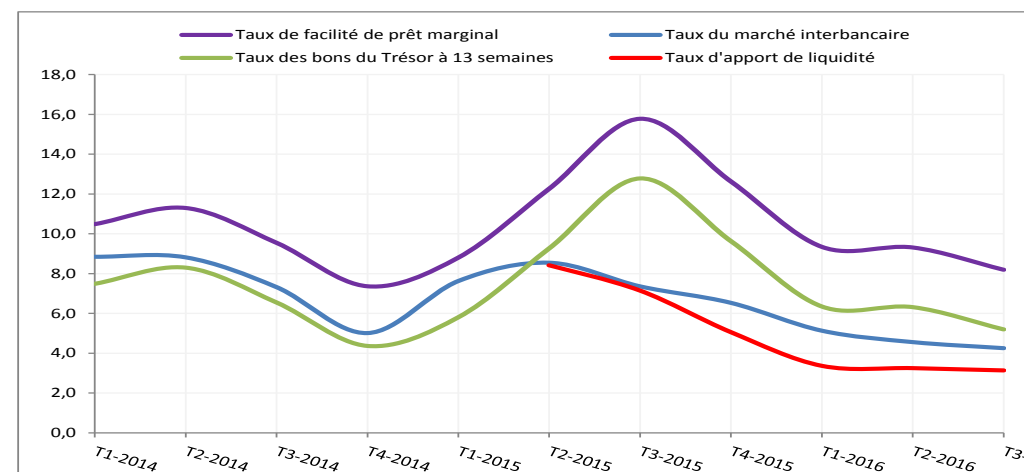
Graphique 8 : Réserves des banques (en MBIF)



Source : BRB

L'intensification des opérations d'injection de liquidité par la Banque Centrale a entraîné une baisse des taux d'intérêt du marché monétaire. En effet, le taux moyen pondéré sur les apports de liquidité par appels d'offres s'est établi à 3,14 contre 3,25% le trimestre précédent. Le taux moyen pondéré du marché interbancaire est revenu de 4,56 à 4,25%, et celui sur la facilité de prêt marginal de 9,32 à 8,20%. Les taux sur les bons du Trésor à 13 semaines ont également diminué, revenant de 6,32 à 5,20%.

Graphique 9 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

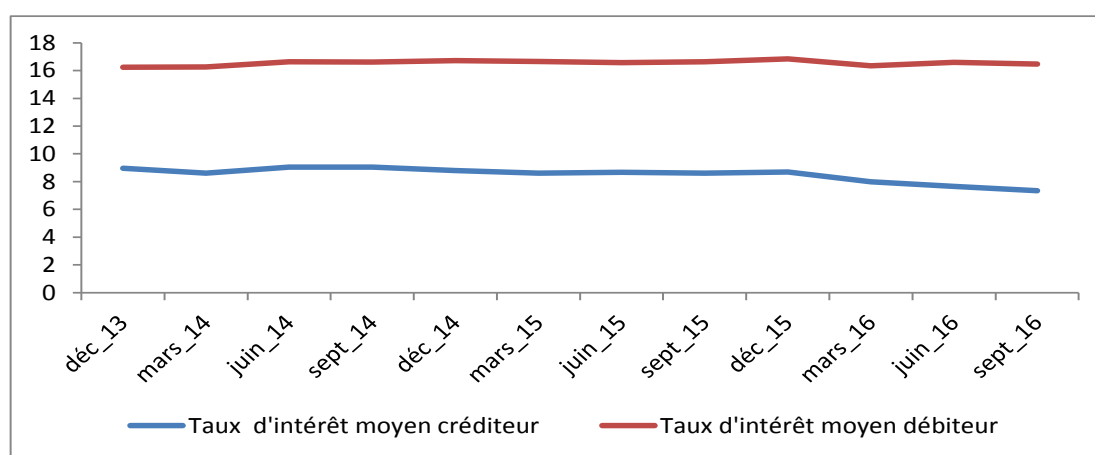


Source : BRB

Au cours du troisième trimestre 2016, le taux moyen sur l'encours des crédits a légèrement diminué, s'établissant à 16,51 contre 16,57% au second trimestre 2016 et 16,64% à la même période de 2015.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2016 a légèrement diminué par rapport à celui du trimestre précédent, revenant de 16,94 à 16,01%.

Graphique 10 : Taux d'intérêt moyen débiteur et créditeur(en %)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux moyen créditeur a légèrement baissé, revenant de 7,71 à 7,56%, suite à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (7,97 contre 8,16%). En revanche, les taux sur les dépôts à vue (5,19 contre 4,75%), sur les comptes sur livrets (7,43 contre 6,89%) et sur les bons de caisse (9,24 contre 8,20%) se sont accrus.

Par rapport à la même période de 2015, le taux moyen créditeur s'est replié d'un point de pourcentage, revenant de 8,56 à 7,56%.

2.4.2. Base monétaire

Au troisième trimestre 2016, la base monétaire s'est accrue de 7%, passant de 364.064,9 MBIF à fin juin 2016 à 389.700,6 MBIF. Cette augmentation a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+20.031,0 MBIF), suite principalement à l'accroissement des opérations d'apports de liquidité (+17.705,0 MBIF) et, dans une moindre mesure, des avoirs extérieurs nets (+4.402,2 MBIF).

Tableau 9 : Composantes de la base monétaire et ses contreparties

	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16
Billets et pièces en circulation	216 072,1	230 723,7	219 964,2	255 415,5	254 499,1
Dépôts des banques et microfinances	85 417,0	85 962,0	96 812,3	102 031,9	125 609,9
Dépôts des établissements financiers	3 810,3	2 209,5	2 734,9	1 740,1	3 523,6
Dépôts divers	9 014,6	5 613,0	3 750,6	4 881,4	6 068,0
Total	314 314,0	324 508,2	323 262,0	364 068,9	389 700,6
Avoirs extérieurs nets	- 77 050,1	- 132 985,6	- 196 152,5	- 187 201,7	-181 601,0
Avoirs intérieurs nets	391 364,1	457 493,8	519 414,5	551 270,6	571 301,6
Créances nettes sur l'Etat	398 227,1	452 581,6	453 694,6	457 106,2	457 923,6
Autres postes nets	- 6 863,0	4 912,2	65 719,9	94 164,4	113 378,0

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 24%, passant de 314.314,0 MBIF à fin septembre 2015 à 389.700,6 MBIF. Cette progression est liée aux avoirs intérieurs nets (+179.937,5 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant, par contre, diminué de 104.550,9 MBIF.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire entre juin et septembre 2016 révèle que la croissance de la base monétaire a été d'origine, à la fois, interne (5,5 points de pourcentage) et externe (1,5 points de pourcentage). En revanche, en glissement annuel, la croissance a été d'origine interne (57,2 points de pourcentage), les avoirs extérieurs ayant exercé une incidence restrictive de 33,2 points de pourcentage.

Tableau 10 : Origine de la variation de la base monétaire à fin septembre 2016

	Par rapport à sept. 2015	Par rapport à juin 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-33,2	1,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	57,2	5,5
dont: -Créances nettes sur l'Etat	19,0	0,2
-Autres postes nets	38,2	5,3
Base monétaire	24,0	7,0

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin septembre 2016 s'est accrue de 0,8% (8.785,6 MBIF), s'établissant à 1.073,0 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur l'agrégat monétaire M2 qui s'est accrue de 1,7% (+45.147,1 MBIF) alors que les dépôts en devises des résidents ont diminué de 6,4% (-7.391,5 MBIF).

L'augmentation de la masse monétaire a résulté de l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+35.344,7 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets (-26.559,1 MBIF). La hausse des avoirs intérieurs nets est liée à celle du crédit intérieur (+54.767 MBIF) qui a compensé la baisse des autres postes nets (-19.422,3 MBIF). L'accroissement du crédit intérieur s'explique par l'augmentation de l'endettement net de l'Etat (+39.362,9MBIF) et des créances sur l'économie (+15.404,1 MBIF).

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont influencé positivement cette croissance (3,3 points de pourcentage) alors qu'ils ont contribué négativement (2,5 points de pourcentage).

Tableau 11 : La masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)

	juin-15	sept-15	déc-15	Juin-2015 (p)	Sept-2016 (p)
M3	1 046 534,7	1 042 550,8	1 061 555,6	1 064 424,4	1 072 990,6
AEN	65 138,6	-33 244,6	-76 150,1	-165 886,7	-192 445,8
AIN	981 396,1	1 075 795,4	1 137 705,7	1 230 311,1	1 265 436,4
Crédit intérieur	1 236 246,0	1 345 704,1	1 407 295,1	1 528 732,4	1 583 280,0
Créances nettes sur l'Etat	465 933,3	567 917,9	688 547,5	789 226,9	828 370,4
Créances sur l'économie	770 312,7	777 786,2	718 747,6	739 505,5	754 909,6
Autres postes nets	-254 849,9	-269 908,7	-269 589,4	-298 421,3	-317 843,6
	Variations par rapport au trimestre précédent				
M3	5,3	-0,4	1,8	4,0	0,8
AEN	-59,5	-151,0	129,1	3,0	16,0
AIN	17,8	9,6	5,8	3,9	2,9
Crédit intérieur	13,5	8,9	4,6	5,3	3,6
Créances nettes sur l'Etat	34,7	21,9	21,2	8,6	5,0
Créances sur l'économie	3,6	1,0	-7,6	2,0	2,1
Autres postes nets	-0,4	5,9	-0,1	11,8	6,5

P: provisoire

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 2,9%, passant de 1.042.6 à 1.073,0 Mds de BIF, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+237.575,9 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant, par contre, diminué de 159.201,2 MBIF.

Tableau 12 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin septembre 2016

	Par rapport à sept. 2015	Par rapport à juin 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-15,3	-2,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	18,2	3,3
dont: -Crédit Intérieur	22,8	5,1
-Autres Postes Nets	-4,6	-1,8
Masse monétaire	2,9	0,8

Source : BRB

En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire a été d'origine interne, les avoirs intérieurs nets ayant contribué positivement (18,2 points de pourcentage), alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence négative (15,3 points de pourcentage).

2.4.4. Politique monétaire

Au cours du troisième trimestre 2016, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de baisse de la liquidité bancaire. A cet effet, les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques prises en 2015 ont été maintenues. Ces mesures consistaient notamment à :

1. L'intensification des opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité pour fournir aux banques une liquidité assortie des taux d'intérêt faibles, en augmentant à la fois le volume et la fréquence des interventions ;
2. L'introduction de nouvelles maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité, qui a permis d'injecter de la liquidité plus stable ;
3. La dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 30 septembre 2016 en vertu de laquelle les créances à moyen et long termes sur les entreprises non financières, présentées en refinancement, sont désormais analysées sur

base de leurs tableaux d'amortissement en comparaison avec les encours figurant sur les états des risques, au lieu des états financiers des entreprises débitrices ;

4. La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de douze (12) mois pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Dans le but de faciliter le déroulement et le financement de la campagne café 2016-2017, la Banque Centrale a, au cours de ce trimestre, refinancé les crédits café à un taux fixe de 3% en appliquant une décote de 10% sur les effets tirés sur les entreprises de la filière café.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

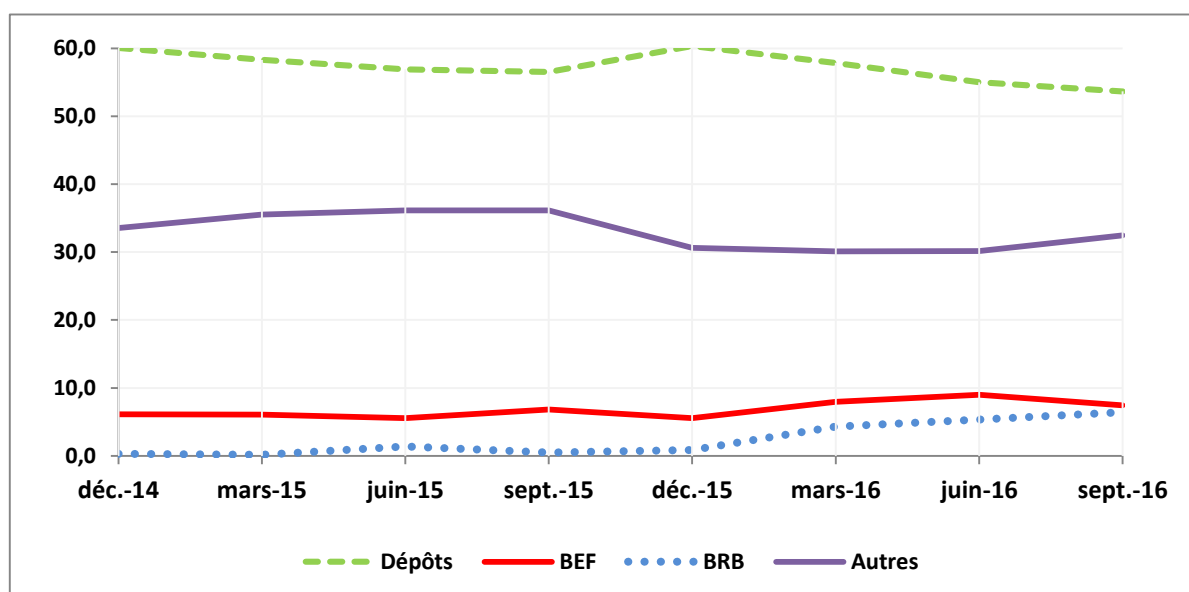
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

A fin septembre 2016, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 22,3% par rapport à la même période de 2015, s'établissant à 1.801.511,7 MBIF. Comparé au second trimestre 2016, le total bilan s'est accru de 2,4%. Les dépôts ont augmenté et le portefeuille crédit s'est amélioré. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et rentable. Toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

2.5.1.1. Les principales ressources

A fin septembre 2016, le total des dépôts s'est établi à 966.932,5 contre 972.908,9 MBIF au trimestre précédent, soit une baisse de 0,6%. Comparé à la même période de l'année précédente, le total des dépôts a augmenté de 7,2%. En glissement annuel, le refinancement a augmenté, passant de 7.850 à 118.763,8 MBIF et s'est accru de 26,5% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 11 : Répartition des ressources (en %)



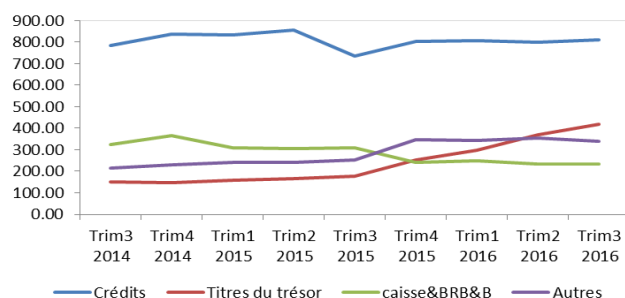
2.5.1.2. Les principaux emplois

A fin septembre 2016, les principaux emplois du secteur bancaire étaient essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 45,1 et 23,2% du total de l'actif. L'accroissement des emplois s'explique par l'augmentation des titres du Trésor. En effet, le volume des titres du Trésor détenu par les banques a augmenté de 121,8% en glissement annuel et de 5,4% d'un trimestre à l'autre. A fin septembre 2016 ce volume s'est établi à 390.551,3 contre 176.101,7 MBIF à fin septembre 2015.

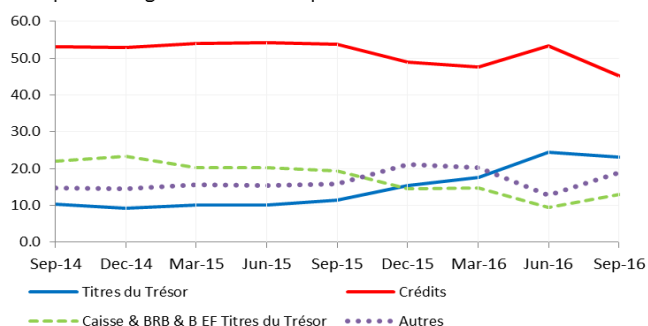
Les crédits à l'économie ont augmenté de 1,5% d'un trimestre à l'autre, se situant à 812.599,1 MBIF à fin septembre 2016 et de 10,5% par rapport à la même période de 2015.

Graphique 12 : Répartition des emplois

En Milliards de BIF



En pourcentage du total des emplois

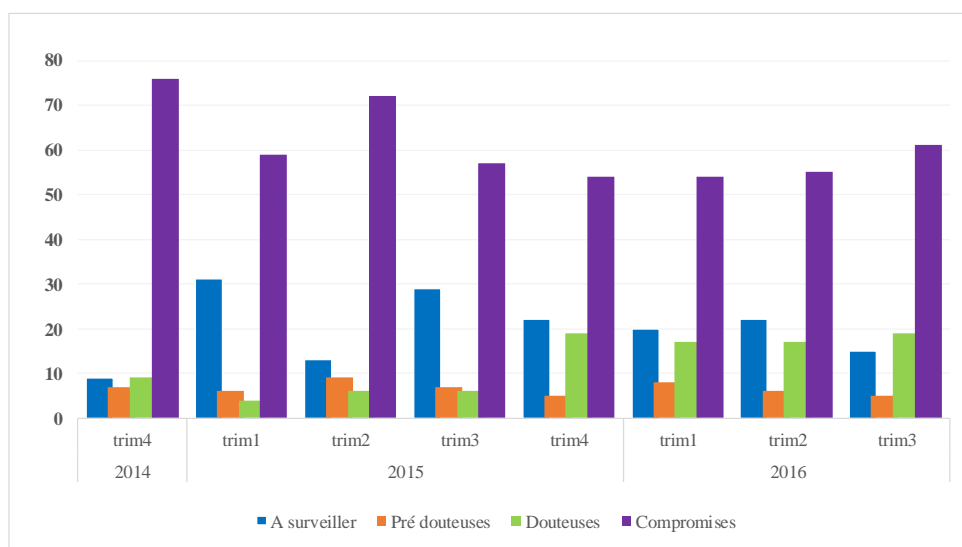


Source : BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, les créances impayées ont augmenté de 52,2%, passant de 122.418,3 à 186.330,1 MBIF à fin septembre 2016. Comparé au second trimestre 2016, elles ont baissé de 0,4%.

Graphique 13 : Créances impayées par classe



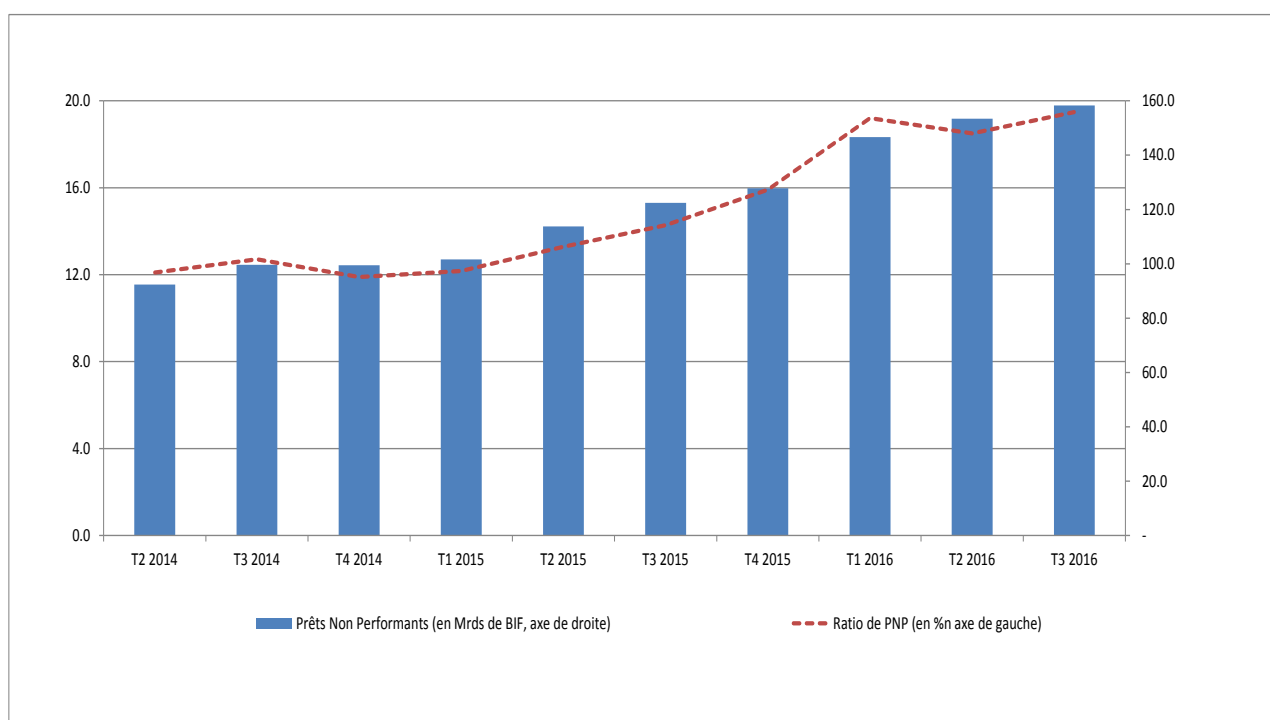
Source : BRB

En glissement annuel, les créances à surveiller ont baissé de 58,8%. Par rapport au trimestre précédent, elles ont diminué de 49,8%. Cette diminution est expliquée par le basculement des créances à surveiller vers les autres catégories de créances.

Les créances douteuses se sont accrues de 273,3% de septembre 2015 à septembre 2016 et de 8,4% par rapport au second trimestre 2016. Quant aux créances compromises, elles ont augmenté de 31,7% par rapport à la même période de septembre 2015 et de 11,6% par rapport au second trimestre 2016. Cette augmentation est également liée au basculement des créances classées dans les classes inférieures vers les créances compromises.

A fin septembre 2016, le ratio des prêts non performants a augmenté de 5,1 points de pourcentage, passant de 14,4% à fin septembre 2015 à 19,5%. Ce ratio était de 19,2% à la fin du second trimestre 2016. Par secteur, les crédits se sont détériorés de 37% dans l’hôtellerie et tourisme, de 25% dans l’agriculture, de 24% dans le commerce, de 14% dans l’industrie et de 13% dans l’habitat.

Graphique 14 : Evolution des prêts non performants

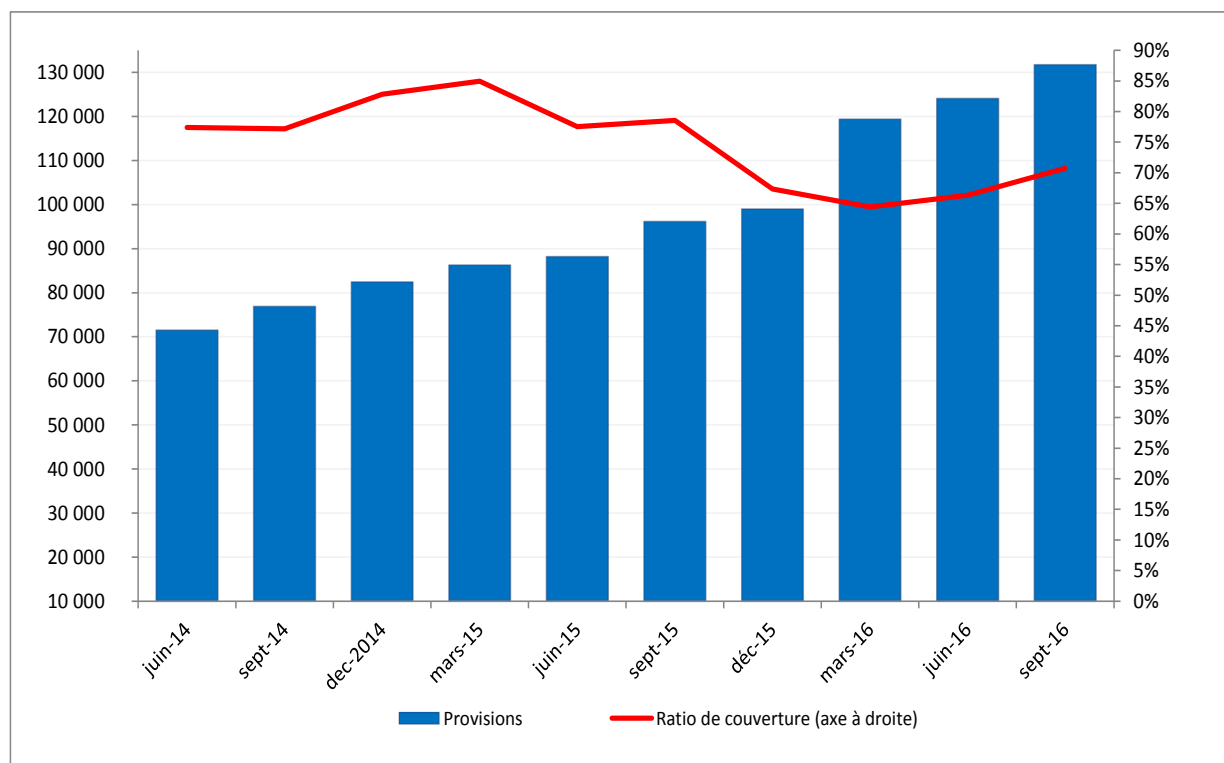


Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances se sont accrues de 37%, passant de 96.178,9 à 131.756,1 MBIF de septembre 2015 à septembre 2016. Par rapport au trimestre précédent, ces provisions ont augmenté de 6,2%. Toutefois, le taux de couverture des créances impayées s’est établi à 70,7% contre 79% à fin septembre 2015 alors que ce taux était à 66% à fin juin 2016. La hausse du taux de provision s’explique par la détérioration progressive du

portefeuille crédit dans certains secteurs de l'économie (hôtellerie et tourisme, commerce et industrie).

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture



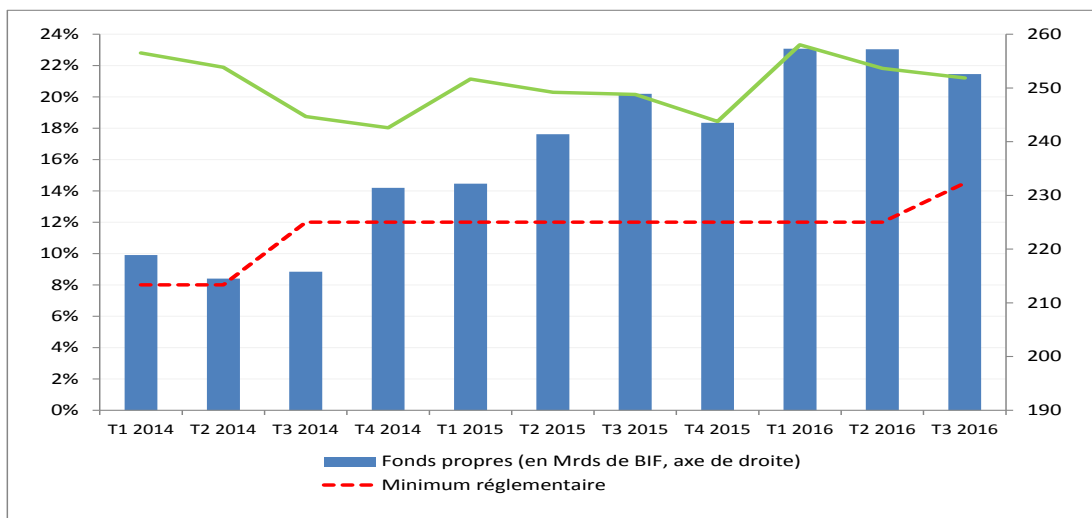
Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

Le secteur bancaire reste bien capitalisé et dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 21,2% à fin septembre 2016 par rapport au minimum réglementaire de 14,5%. D'un trimestre à l'autre, le ratio de solvabilité a baissé de 0,6 point de pourcentage, passant de 21,8 à 21,2%.

D'un trimestre à l'autre, les actifs pondérés de risques ont augmenté de 1%, passant de 1.178,4 à 1.190,5 Mds de BIF. Comparé à la même période de 2015, ils ont baissé de 3,6%.

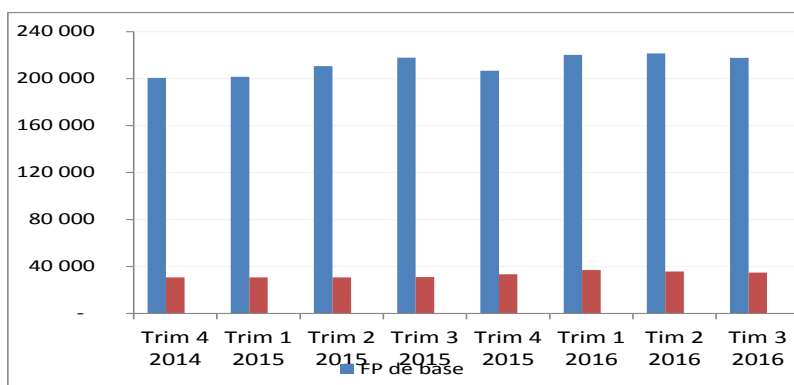
Graphique 16 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 1,5%, passant de 248.901,4 à 252.556,3 MBIF suite à l'incorporation des résultats de l'exercice 2015 par certaines banques. Comparé au trimestre précédent, ils ont baissé de 2%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres du secteur bancaire



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a diminué de 0,5 point de pourcentage, passant de 18,8 à 18,3% à fin septembre 2016, par rapport à la norme

réglementaire de 12,5%. A la même période de 2015, ce ratio était de 40,2%, soit une diminution de 21,9 points de pourcentage.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En dépit du ralentissement de l'activité économique, le produit net bancaire à fin septembre 2016 s'est accru de 13% en glissement annuel, passant de 99.623,6 à 112.596,6 MBIF. En revanche, le résultat net des établissements de crédit a baissé de 49,4%, revenant de 22.649 à 11.458,8 MBIF.

A fin septembre 2016, le rendement moyen des actifs (ROA) s'est établi à 0,6% contre 1,5% à la même période de 2015 et le rendement des fonds propres (ROE) est passé de 9,1 à 4,5%.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie à un rythme modéré. Cependant, cette évolution a été amplifiée par l'incertitude créée par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne qui a entraîné la turbulence des marchés financiers. Les prix des matières premières ont rebondi, surtout le prix du baril de pétrole, ce qui a occasionné la hausse de l'inflation dans la plupart des pays avancés mais elle est restée en dessous de la norme de 2%.

En Afrique sub-saharienne, la croissance est restée faible suite aux cours des matières premières qui ont affecté les pays producteurs des produits de base. Les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ont maintenu leurs bonnes performances de l'activité économique à l'exception du Burundi dont la reprise économique reste modérée (0,9% en 2016 contre -3,9% en 2015). L'inflation a augmenté à un rythme modéré dans les pays de la Communauté et elle est restée en dessous du critère de convergence fixé à 8%.

Concernant la conjoncture économique nationale, la production du café parche et du thé sec a régressé au cours du troisième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015. La production industrielle a également diminué, suite la baisse de la production des industries chimiques et des matériaux de constructions. L'activité au port de Bujumbura s'est accrue de même que le trafic à l'aéroport international de Bujumbura.

Comparée à la même période de 2015, l'inflation a légèrement augmenté, passant de 5,4 à 5,8% au troisième trimestre 2016. Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a augmenté, passant de 3,0 à 5,8% en liaison avec la hausse de l'inflation alimentaire (6,8 contre 3,1%) et non alimentaire (5,2 contre 3,0%).

En glissement annuel, les finances publiques ont été marquées par une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes, ce qui s'est traduit par une aggravation du déficit fiscal qui a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Au cours du troisième trimestre 2016, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement inférieur à celui de la même période de l'année 2015. Les réserves de changes officielles ont diminué de 7,6%, se fixant à 91,37 contre 98,92 MUSD, soit une couverture de 1,3 contre 1,4 mois d'importations au deuxième trimestre 2016.

Comparée à la même période de 2015, la base monétaire s'est accrue de 24% en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets qui a contrebalancé la baisse des avoirs extérieurs nets. La masse monétaire s'est accrue de 8% au cours de la même période suite à l'augmentation du crédit intérieur qui a contrebalancé la baisse des avoirs extérieurs nets.

Le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé et rentable malgré l'augmentation des provisions pour créances impayées. Les ratios de solvabilité globale et de base sont demeurés au-dessus des minima réglementaires.

Dans un contexte caractérisé par une reprise modérée de l'activité économique, de baisse de la liquidité bancaire, la Banque de la République du Burundi poursuivra les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement afin de fournir aux banques les ressources nécessaires au financement de l'économie.

Les actions de la Banque Centrale pour la période à venir consisteront à :

1° : Fournir aux banques de la liquidité à travers les apports de liquidité jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent;

2° Maintenir les échéances de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité;

3° Poursuivre les interventions sur le marché des changes pour faciliter les importations des produits essentiels, et limiter les volatilités du taux de change et des prix.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (CROISSANCE ANNUELLE AU PRIX CONSTANT 2005)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	1,6	-1,4	2,1	8,4	3,7	-3,6	-5,1
- Agriculture vivrière	-5,3	3,1	1,3	15,2	3,4	-4,7	-6,4
- Agriculture d'exportation	136,6	-56,5	35,1	-13,8	12,2	1,9	5,2
- Café	392,6	-75,9	71,6	-73,3	28,1	11,0	5,5
- Thé	22,6	-10,2	3,0	68,8	13,1	0,2	5,1
- Autres cultures d'exportation	-63,6	33,2	63,6	-42,7	-39,8	-6,4	5,0
- Forêt	73,4	4,4	4,4	4,4	4,7	4,7	4,7
- Elevage	14,4	0,4	0,9	-48,2	2,0	9,0	5,0
- Pêche	23,1	-11,6	11,3	-27,5	3,0	26,3	6,0
Secteur secondaire	1,4	1,9	5,3	2,4	7,4	-14,1	7,4
- Extraction	-1,4	14,3	7,9	5,7	10,0	-5,0	2,0
- Industries	3,3	2,3	3,1	2,2	6,4	-4,1	11,3
- Industries agroalimentaires	2,3	0,8	1,8	2,2	2,0	-4,0	4,5
- Industries manufacturières	6,2	6,7	6,6	2,2	17,7	-4,4	26,5
- Industries textiles	16,9	2,5	1,3	22,7	15,0	5,0	2,0
- Autres industries manufacturières	5,1	7,2	7,2	0,1	18,0	-5,5	29,7
- Electricité, gaz et eau	-27,0	-21,7	15,4	5,5	10,0	-10,0	-2,2
- Construction	1,5	2,1	8,9	2,3	9,0	-35,1	-2,1
Secteur tertiaire	5,8	7,0	7,0	2,8	4,7	1,5	3,2
- Commerce	5,4	3,4	3,0	3,0	5,8	-9,0	15,4
- Transport et télécommunication	-7,0	1,5	9,1	-5,6	5,9	16,3	6,0
- Transport	-18,8	-27,1	1,2	-18,5	4,5	-24,8	4,0
- Services des Postes, Télécommunication, internet	8,0	28,6	13,4	0,6	6,4	32,0	6,4
- Banques et Assurances	6,7	13,4	8,1	1,0	6,0	5,0	5,0
- Hébergement, Restauration et autres services marchands	0,5	2,1	1,7	1,3	6,0	-6,0	-2,0
- Administration publique	-5,0	12,6	11,3	13,6	0,1	8,2	6,0
- Education	73,3	22,0	15,0	0,5	20,0	0,7	4,0
- Santé et action sociale	34,4	43,3	13,7	4,4	16,0	-6,3	4,0
- Activités à caractère collectif ou personnel	5,8	-17,7	-44,4	23,9	5,0	1,0	3,0
- Services domestiques	-24,7	2,1	-6,1	-5,7	2,4	1,0	3,0
- SIFIM	40,1	18,9	-4,7	-0,1	31,0	5,0	14,0
PIB aux coûts des facteurs	3,4	3,1	5,0	4,6	4,9	-3,3	1,2
Impôts et taxes	23,5	12,8	-0,2	8,0	1,5	-9,5	-1,7
PIB aux prix du marché	5,1	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9	0,9

ANNEXE 2 : INFLATION PAR PRINCIPALES COMPOSANTES (EN %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors- alimentaire
juin-14	3,3	1,7	4,6
juil-14	3,1	1,1	4,6
août-14	5,9	0,9	8,1
sept-14	5,5	2,1	7,8
oct-14	3,5	1,7	6,4
nov-14	4,2	0,8	6,8
déc-14	3,8	-0,8	7,4
janv-15	3,5	-1,6	7,5
févr-15	1,2	-3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7
avr-15	7,4	8,6	6,6
mai-15	7,2	8,5	6,2
juin-15	7,7	10,1	5,8
juil-15	7,9	10,6	6,0
août-15	4,2	4,6	3,9
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,4	10	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,2	6,5	2,6
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	3,9	4,6	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,2

ANNEXE 3 : BALANCE DES PAIEMENTS (en MBIF)

	3ème trim 2015	2ème trim 2016	3ème trim 2016
A. COMPTE COURANT	-227 118,5	-194 075,9	-216 644,9
Biens : crédit	56 655,4	31 704,9	53 546,2
Biens : débit	319 995,3	287 377,9	329 010,0
Services: crédit	19 601,7	29 802,6	31 619,7
Services: débit	55 795,5	63 106,0	59 997,3
Compte des biens et services	-299 533,7	-288 976,4	-303 841,4
Revenus primaires : crédit	5 576,5	3 643,9	5 261,0
Revenus primaires : débit	4 313,2	4 315,4	4 745,4
Compte des biens, services et revenus primaires	-298 270,4	-289 647,9	-303 325,8
Revenus secondaires : crédit	82 498,9	103 022,7	102 868,4
Revenus secondaires : débit	11 347,0	7 450,7	16 187,5
B. COMPTE DE CAPITAL	13 797,8	29 600,2	16 725,1
compte de capital : crédit	14 119,6	29 720,7	18 300,9
compte de capital : débit	321,8	120,5	1 575,8
Capacité (+) et/ou besoins (-) de financement	-213 320,7	-164 475,7	-199 919,8
C. COMPTE FINANCIER	9 528,0	2 990,1	1 947,6
Investissement direct : avoirs	0,0	0,0	0,0
Investissements directs : engagements	149,3	0,0	91,8
Investissements de portefeuille : avoirs	0,0	0,0	93,2
Investissements de portefeuille : engagements	0,0	0,0	0,0
Dérives financiers : avoirs	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers : engagements	0,0	0,0	0,0
Autres investissements : avoirs	0,0	230,0	0,0
Autres investissements : engagements	-9 677,3	-2 760,1	-1 946,2
D. Erreurs et omissions	-16 170,5	70 089,8	98 775,4
E. BALANCE GLOBALE	-219 963,2	-91 395,8	-99 196,8
F. FINANCEMENT	219 963,2	91 395,8	99 196,8
Avoirs de réserve	243 997,5	112 871,9	119 889,3
Crédits et prêts du FMI	24 034,3	21 476,1	20 692,5
Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0

ANNEXE 4 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT(EN MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2013	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,0
2014	663 212,0	213 828,5	877 040,5	1 059 286,0	-182 245,5
juin-15	43 575,4	5 386,9	48 962,3	85 680,0	-36 717,7
juil-15	44 700,2	3 579,6	48 279,8	90 280,3	-42 000,5
août-15	43 214,8	7 420,1	50 634,9	54 005,2	-3 370,4
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	62 680,5	-14 036,4
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 699,6	-28 515,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,7
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,7	-28 870,4
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	81 492,1	-10 001,6
juill-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	74 955,5	-20 780,3
Aout-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	77 116,4	-17 105,0
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	100 798,7	-26 512,0

ANNEXE 5 : DETTE PUBLIQUE (EN MBIF)

	BRB	Bons et obligations du Trésor	Dettes intérieure Totale	Dettes extérieure	Dettes Publique Totale
janv-14	396 574,3	179 685,1	591 555,9	627 515,6	1 219 071,5
févr-14	395 958,0	185 131,7	598 077,4	647 292,8	1 245 370,2
mars-14	404 471,0	186 023,5	603 825,4	653 048,6	1 256 874,0
avr-14	409 906,3	215 257,7	643 338,2	648 263,0	1 291 601,2
mai-14	411 110,1	220 481,0	647 407,8	657 204,6	1 304 612,4
juin-14	434 035,2	220 451,6	673 164,3	658 888,7	1 332 053,0
juil-14	447 505,4	224 424,1	692 617,3	658 767,2	1 351 384,5
août-14	437 467,9	238 450,9	694 721,5	667 910,2	1 362 631,7
sept-14	421 409,4	228 790,8	668 954,2	660 946,2	1 329 900,4
oct-14	468 148,1	224 259,8	711 012,5	657 139,7	1 368 152,2
nov-14	434 687,3	225 519,8	678 536,8	655 824,2	1 334 361,0
déc-14	448 063,6	230 040,0	730 117,7	656 563,7	1 386 681,4
janv-15	415 348,9	234 876,2	700 802,7	645 972,8	1 346 775,5
févr-15	462 738,1	226 560,5	742 639,7	647 955,8	1 390 595,5
mars-15	412 400,5	236 500,5	700 570,5	638 793,8	1 339 364,3
avr-15	440 884,9	244 945,9	735 771,4	640 016,5	1 375 787,9
mai-15	464 369,0	267 078,3	780 510,9	656 763,6	1 437 274,6
juin-15	504 411,7	270 621,1	822 353,3	661 361,4	1 483 714,7
juil-15	505 143,9	279 646,9	833 302,3	658 721,1	1 492 023,4
août-15	541 329,4	275 468,0	864 989,3	663 293,4	1 528 282,7
sept-15	577 421,6	286 853,4	914 862,2	665 001,7	1 579 863,9
oct-15	602 681,6	304 366,0	961 782,6	665 748,5	1 627 531,0
nov-15	609 699,2	333 539,1	999 549,4	663 595,4	1 663 144,9
déc-15	641 724,6	377 885,9	1 069 551,8	677 558,0	1 747 109,8
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 667,8	677 015,2	1 713 683,0
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 077 581,5	686 920,8	1 764 502,3
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 799,1	707 740,3	1 810 539,4
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 132 169,4	730 077,7	1 862 247,1
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 166 078,5	732 683,3	1 898 761,8
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 176 443,4	735 345,7	1 911 789,1
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 190 688,4	731 759,3	1 922 447,7
août-16	636 965,6	508 501,5	1 991 266,4	738 936,5	1 930 202,9
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 217 641,9	743 041,1	1 960 683,0

ANNEXE 6 : RESERVES DES BANQUES (en MBIF)

Période	Réserves des Banques	Interventions de la BRB
sept-14	83 847	339
oct-14	93 761	114
nov-14	93 757	315
déc-14	88 847	685
janv-15	90 537	351
févr-15	91 457	640
mars-15	82 679	879
avr-15	47 459	8 612
mai-15	47 855	6 378
juin-15	32 930	9 473
juil-15	37 622	14 307
août-15	49 567	8 528
sept-15	61 695	4 106
oct-15	80 952	3 098
nov-15	77 624	7 812
déc-15	63 428	14 297
janv-16	50 775	26 612
févr-16	35 632	42 674
mars-16	28 067	54 697
avr-16	19 142	68 814
mai-16	13 393	74 277
juin-16	649	92 597
juil-16	-21 364	108 222
août-16	-16 329	107 836
sept-16	-29 595	113 433

ANNEXE 7 : TAUX D'INTERETS DU MARCHE MONETAIRE (en %)

Période	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Reprise de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
sept -14	5,44	8,05	-	-	5,05
oct.-14	4,25	6,75	-	-	3,75
nov.-14	4,07	7,41	-	-	4,41
déc.-14	6,72	8	-	-	5
janv.-15	7,5	10,29	-	-	7,29
févr.-15	7,76	8,18	-	-	5,18
mars-15	7,63	7,97	-	-	4,97
av.-15	8,57	8,37	7,93	-	5,37
mai-15	8,04	14,07	8,27	-	11,07
juin-15	9,05	14,38	9,06	-	11,38
juil.-15	7,37	14,85	7,03	-	11,85
août-15	6,61	16,34	7,1	-	13,34
sept-15	8,1	16,17	7,31	-	13,17
oct.-15	7,03	14,89	7,43	-	11,89
nov.-15	7,55	13,17	4,37	-	10,17
déc.-15	5,0	9,82	3,4	-	6,82
janv.-16	5,0	9,44	3,46	-	6,44
févr.-16	5,0	9,41	3,38	-	6,41
mars-16	5,4	9,21	3,27	-	6,21
av.-16	-	9,58	3,32	-	6,58
mai-16	4,56	9,45	3,3	-	6,45
juin-16	-	8,92	3,14	-	5,92
juil.-16	5,0	8,84	3,18	-	5,84
août-16	-	7,98	3,14	-	4,98
sept-16	3,5	7,79	3,09	-	4,79

ANNEXE 8 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (EN MBIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	9/30/2015	9/30/2016	Variation en %	9/30/2015	9/30/2016	Variation en %	9/30/2015	9/30/2016	Variation en %
I. EMPLOIS	1,479,705.5	1,663,852.0	12.4	115,215.9	137,659.7	19.5	1,472,503.1	1,801,511.7	22.3
A. Liquidité	470,271.8	644,204.7	37.0	13,697.1	6,088.6	- 55.5	483,968.9	650,293.3	34.4
. Caisse	43,178.5	45,623.9	5.7	5.4	7.2	33.3	43,183.9	45,631.1	5.7
. B.R.B.	79,973.3	125,938.9	57.5	1,884.6	2,590.7	37.5	81,857.9	128,529.6	57.0
. Banques & Etablissements Financiers	171,018.4	54,707.5	-68.0	11,807.1	3,490.7	-70.4	182,825.5	58,198.2	-68.2
. Endettement direct de l'Etat	176,101.7	417,934.4	137.3	-	-	-	176,101.7	417,934.4	137.3
Bons, Obligations du Trésor	176,101.7	390,551.3	121.8	-	-	-	176,101.7	390,551.3	121.8
Autres crédits à l'Etat	-	27,383.1	-	-	-	-	-	27,383.1	-
B. Crédits	769,550.7	713,865.7	(7.2)	87,960.6	98,733.4	12.2	735,093.0	812,599.1	10.5
. Court terme	368,024.7	482,012.0	31.0	9,422.6	14,956.5	58.7	377,447.3	496,968.5	31.7
. Moyen terme	202,449.1	152,833.0	-24.5	30,427.8	43,958.2	44.5	232,876.9	196,791.2	- 15.5
. Long terme	88,900.6	79,020.7	-11.1	35,135.0	39,818.7	13.3	124,035.6	118,839.4	- 4.2
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	635.3	-	-100.0	97.9	-	- 100.0	733.2	-	- 100.0
. Grands risques	187,533.6	140,082.5	-25.3	8,983.8	8,591.7	- 4.4	196,517.4	148,674.2	-
. Dix grands débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Impayés	109,541.0	162,650.3	48.5	12,877.3	23,679.8	83.9	122,418.3	186,330.1	52.2
. Non performantes	94,376.9	144,888.2	53.5	11,730.9	13,404.5	14.3	106,107.8	158,292.7	49.2
. Provisions constituées	88,592.6	123,088.4	38.9	7,586.3	8,667.7	14.3	96,178.9	131,756.1	37.0
C. Autres	239,883.0	305,781.6	27.5	13,558.2	32,837.8	142.2	253,441.2	338,619.4	33.6
II. RESSOURCES	1,479,705.5	1,663,852.0	12.4	115,215.9	137,659.7	19.5	1,594,921.4	1,801,511.7	13.0
. Clientèle	884,511.3	920,965.0	4.1	17,108.7	45,967.5	168.7	901,620.0	966,932.5	7.2
dont : dix grands dépôts	-	259,334.0	-	-	8,908.3	-	-	268,242.3	-
. Refinancement B.R.B.	5,850.0	118,763.8	1,930.2	2,000.0	-	- 100.0	7,850.0	118,763.8	1,412.9
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	108,840.1	126,561.8	16.3	-	4,212.3	-	108,840.1	130,774.1	20.2
dont : Résidents	-	57,376.0	-	-	4,212.3	-	-	61,588.3	-
Autres	480,504.1	497,561.4	3.5	96,107.2	87,479.9	-9.0	576,611.3	585,041.3	1.5
III. Résultat net de l'exercice	21,416.8	9,175.9	-57.2	1,232.2	2,282.9	85.3	22,649.0	11,458.8	-49.4
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE	-			-			-		
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	194,119.6	192,328.4	- 0.9	23,764.6	25,419.5	7.0	217,884.2	217,747.9	-0.1
. Fonds propres (en MBIF)	217,657.8	216,705.7	- 0.4	31,243.6	35,850.6	14.7	248,901.4	252,556.3	1.5
. Risques pondérés	1,131,232.6	1,072,279.4	- 5.2	103,324.0	118,259.6	14.5	1,234,556.6	1,190,539.0	-3.6
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	17.2	17.9		23.0	21.5		17.6	18.3	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	19.2	20.2		30.2	30.3		20.2	21.2	
. Ratio de levier (norme 7%)	13.1	11.6		20.6	18.5		14.8	12.1	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	52.0	42.9		76.3	71.7		49.9	45.1	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	11.9	25.1		-	-		12.0	23.2	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	90.7	217.3		-	-		80.8	191.9	
. Taux d'impayé (en %)	14.2	22.8		14.6	24.0		16.7	22.9	
. Taux des prêts non performants	12.3	20.3		13.3	13.6		14.4	19.5	
. Taux de provisionnement (en %)	93.9	85.0		64.7	64.7		90.6	83.2	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	24.4	19.6		0.1	8.7		26.7	18.3	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	33.4	48.5		-	-		33.4	48.5	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	99.8	126.4		-	-		99.8	126.4	
. Total crédits/total dépôts	87.0	77.5		514.1	214.8		81.5	84.0	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	-	28.2		-	19.4		-	27.7	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	9.8	4.2		3.9	6.4		9.1	4.5	
. Taux de rendement des actifs (*)	1.4	0.6		1.1	1.7		1.5	0.6	

(*) Les banques commerciales uniquement